

Anthropologie et Sociétés



John A. PRICE : Native Studies. American and Canadian Indians, McGraw-Hill Ryerson Limited, Toronto, 1978, 309 p., cartes, biblio., index.

Sally M. WEAVER : Making Canadian Indian Policy. The Hidden Agenda 1968-1970, University of Toronto Press, Toronto, 1981, 236 p., ill., biblio., index.

Paul Charest

Questions d'ethnocentrisme
Volume 12, Number 1, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015008ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/015008ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

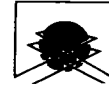
ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Charest, P. (1988). Review of [John A. PRICE : Native Studies. American and Canadian Indians, McGraw-Hill Ryerson Limited, Toronto, 1978, 309 p., cartes, biblio., index. / Sally M. WEAVER : Making Canadian Indian Policy. The Hidden Agenda 1968-1970, University of Toronto Press, Toronto, 1981, 236 p., ill., biblio., index.] *Anthropologie et Sociétés*, 12 (1), 115–119.
<https://doi.org/10.7202/015008ar>



COMPTES RENDUS

John A. PRICE : *Native Studies. American and Canadian Indians*, McGraw-Hill Ryerson Limited, Toronto, 1978, 309 p., cartes, biblio., index.

Sally M. WEAVER : *Making Canadian Indian Policy. The Hidden Agenda 1968-1970*, University of Toronto Press, Toronto, 1981, 236 p., ill., biblio., index.

Pour souligner la création récente du programme de certificat en études autochtones, actuellement administré par le département d'anthropologie de l'université Laval, il m'apparaît approprié de faire connaître aux lecteurs un certain nombre d'ouvrages importants, publiés depuis moins de 10 ans, concernant les Amérindiens du Canada et des États-Unis. Les deux présentes recensions seront donc suivies d'une revue du sujet dans un futur numéro. Le choix de ces ouvrages se justifie par leur ancienneté relative de publication, soit 1978 et 1981 respectivement, et par le fait qu'ils réfèrent à deux tendances importantes dans le domaine amérindianiste : les publications d'information générale et les ouvrages à contenu politique, particulièrement nombreux dans les années récentes. Les deux genres se mélangeant ou se comparant difficilement, chacun des volumes sera abordé séparément, en commençant par celui de Price qui constitue d'ailleurs une introduction des plus valable aux « études autochtones ».

Les études autochtones selon Price

Dès les premières pages de son volume, Price définit les « études autochtones » ou « natives studies » comme « un nouveau champ multidisciplinaire qui s'est détaché de l'anthropologie en adoptant des préoccupations sociales à la suite des pressions des Autochtones eux-mêmes » (p. viii). Ce nouveau champ d'études a ainsi amené les universités à s'ouvrir au Nouveau Monde en accordant une place aux civilisations autochtones dans leurs programmes. Price souligne aussi que ce champ n'englobe pas seulement les cultures traditionnelles ou passées mais aussi la « nouvelle culture ethnique distincte en voie de naître » (*ibid.*). Pour lui, les études autochtones constituent l'ethnographie de cette nouvelle culture.

Le livre de Price reflète la multiplicité des thèmes et des domaines d'intérêt ou de connaissance recouverts par le vocable « études autochtones ». Les 21 chapitres traitent de sujets allant de l'anthropologie physique aux arts, des héros indiens à la vie familiale, de la religion aux « films indiens ». Ils sont regroupés en trois grandes parties : 1) une présentation générale des sociétés et des cultures autochtones du Canada et des États-Unis (chapitres 1 à 8); 2) l'urbanisation (chapitres 9 à 13); 3) les problèmes sociaux et politiques (chapitres 14 à 21). Il s'agit en fait d'une véritable petite encyclopédie, fourmillant de détails et d'informations tout au long de ses quelque 300 pages, qu'il serait impossible de résumer adéquatement en quelques paragraphes. Je me contenterai de souligner certaines parties qui ont capté mon attention ou qui me semblent mériter une mention spéciale.

Un premier passage qui ne manque pas d'attirer l'intérêt du lecteur québécois est celui où l'auteur affirme que les Indiens du Québec ont connu un « développement contrasté » par rapport aux autres Indiens du Canada. Selon lui, tous les indicateurs sociaux démontrent que les Indiens du Québec sont différents et vivent généralement mieux que ceux du reste du pays (p. ix). Cette situation serait attribuable aux relations harmonieuses établies dès les débuts de la Nouvelle-France entre les premiers occupants du pays et les nouveaux venus français qui admirèrent la liberté, l'égalitarisme et la condition physique de ceux-là (p. 220). Voilà une façon un peu idyllique d'expliquer les choses alors que les Indiens du Québec sont tout aussi victimes que les autres du racisme et de la discrimination sous toutes ses formes. Vincent et Arcand (1979) ont d'ailleurs démontré de façon brillante que l'image des Amérindiens véhiculée par les manuels scolaires québécois — en particulier les manuels d'histoire — était tout autre que sympathique.

Dans la partie « Introduction générale », les chapitres sur la chronologie (chapitre 4) et l'héritage des héros (chapitre 5) fournissent au lecteur une documentation condensée sur les principaux événements concernant les Autochtones et sur certains personnages historiques souvent mentionnés dans les manuels d'histoire. Le chapitre 7 sur l'évolution religieuse rappelle que les Amérindiens ont développé certains cultes syncrétiques (danse du soleil, danse des esprits, culte du peyotl, religion de la Longue Maison) en réaction et comme résistance à leur dépossession et à la désorganisation sociale qui s'ensuivit à la fin du XVIIIe et au milieu du XIXe siècle. Le chapitre 8 fait état d'une extraordinaire floraison des arts, depuis une vingtaine d'années, qui s'appuie sur les valeurs et les idées traditionnelles et les techniques modernes d'illustration et de production.

À mon sens, la partie maîtresse du livre de Price porte sur les différentes facettes de l'urbanisation des sociétés et des cultures autochtones. Ces chapitres rappellent qu'avant même la période de contact, de nombreux groupes, tels les Pueblos, vivaient de l'agriculture sédentaire dans des villages ou des villes démographiquement importantes, ce qui nous éloigne de l'image habituelle des chasseurs-cueilleurs dispersés en petites bandes nomades sur de vastes territoires. On peut y lire aussi que 41% des Indiens américains et 36% des Indiens canadiens vivent actuellement dans un contexte urbain. Ainsi, les Indiens d'Amérique du Nord ont développé depuis longtemps « une culture ethnique urbaine » fondée sur des institutions urbaines spécifiques, telles les associations politiques, les centres sociaux et culturels, les églises, les journaux et périodiques, etc.

Cependant, la vie urbaine génère aussi un certain nombre de problèmes économiques et sociaux qui sont abordés sans détour dans la dernière partie de l'ouvrage. Un de ces problèmes, souvent mis en évidence par les non Autochtones, est celui de l'abus d'alcool. Ainsi les 3/4 des arrestations d'Amérindiens sont reliées directement à des problèmes d'alcool comparativement au 1/3 seulement pour les non Indiens (p. 188). Le chapitre 15 sur les stéréotypes des films sur les Indiens s'avère d'une lecture passionnante. S'appuyant sur une compilation statistique des plus précise, Price démontre que le stéréotype habituel des films américains produits jusque dans les années 60 est, dans 83% des cas, celui de l'Indien des Plaines coiffé de plumes, chevauchant un mustang, chassant le bison et guerroyant contre l'armée américaine, ou encore attaquant les convois de colons. Il s'agit là d'un réductionnisme à outrance qui laisse de côté de nombreuses autres cultures très différentes — tels les agriculteurs sédentaires mentionnés précédemment — qui serait attribuable selon l'auteur à la nécessité pour les Américains de justifier la conquête et la dépossession des Indiens.

Le chapitre sur le militantisme politique contient des analyses intéressantes des manifestations plutôt « symboliques » que « violentes » des Indiens contre leur situation d'oppression. Ainsi, ils utilisent le plus souvent les occupations, les marches, les confrontations verbales pour manifester leur opposition. À l'occasion, toutefois, certaines manifestations, telle l'occupation du village de Wounded Knee sur la réserve sioux de Pine Ridge en 1973, peuvent déboucher sur la violence, mais il s'agit là d'exceptions. Par

ailleurs, les Indiens ont toujours voulu éviter de s'associer aux mouvements gauchistes, de peur que leur cause ne soit récupérée à d'autres fins. Ils tiennent à résoudre leurs propres problèmes à leur façon (p. 241).

Dans le domaine économique, le développement de l'entrepreneuriat autochtone est devenu un objectif officiel des agences fédérales, tel le ministère des Affaires indiennes du Canada. Ainsi, l'usine de crustacés de Mingan et le centre commercial de la réserve montagnaise de Sept-Îles sont cités par l'auteur comme des réalisations remarquables. Ce qui l'amène à se déclarer « optimiste en regard du futur économique des populations autochtones, parce que leur rythme de croissance économique est élevé » (p. 252). L'auteur oublie toutefois de mettre en évidence la très grande disparité des situations d'une nation indienne à l'autre et même d'une bande à l'autre.

Le chapitre sur les problèmes fonciers n'apporte pas grand-chose de neuf mais fait un tour d'horizon utile des traités ainsi que des revendications territoriales et des ententes signées plus récemment (Alaska, baie James). Le chapitre suivant met en relief la nécessaire « indianisation » des systèmes scolaires et des écoles. On y relève un passage provocateur indiquant que les « Indiens doivent aussi envoyer des missionnaires auprès de la société blanche afin de l'empêcher de s'autodétruire par un matérialisme excessif » (p. 281).

Finalement, le dernier chapitre ouvre des perspectives sur l'avenir des sociétés autochtones. Après y avoir traité des différentes attitudes adoptées par les non Autochtones vis-à-vis des Autochtones, attitudes allant du paternalisme au romantisme, Price opte pour un « humanisme scientifique » à la source des études autochtones. Il conclut son volume en déclarant que « le mouvement autochtone est un processus de réintégration et de reconstruction culturelle en bonne santé » et que « les survivants du génocide et de l'ethnocide sont en train de construire progressivement une nouvelle culture qui se protégera elle-même de la destruction » (p. 286). De façon générale, la nouvelle vitalité économique, sociale, culturelle et politique des Autochtones se manifeste de mille et une façons. Toutefois, pour compléter la pensée de l'auteur, il faut reconnaître qu'elle est diversifiée et non unifiée, même si la plupart des groupes se reconnaissent des bases communes. Cette diversité est d'ailleurs la meilleure garantie de sa vitalité.

La politique indienne du Canada selon Weaver

Le sujet du volume de Sally Weaver est le fameux Livre blanc du gouvernement Trudeau sur la politique indienne, qui a été rendu public en juin 1969 et qui souleva tellement de controverses qu'il fut relégué aux oubliettes quelques mois plus tard. Avec minutie et force détails, l'auteure procède à la reconstitution chronologique — sous la forme d'un calendrier ou agenda couvrant cinq saisons, de l'été 68 à l'été 69 — des événements, discussions, débats qui ont marqué une date importante non seulement de la « politique indienne » du Canada, mais aussi de l'histoire politique canadienne.

Dans un premier temps Weaver situe très bien le contexte politique dans lequel le Livre blanc a été élaboré. Il faut se reporter aux premières années du gouvernement Trudeau et de la nouvelle philosophie libérale prônant l'égalité individuelle des citoyens et la société juste pour tous. Le « problème indien », manifestation éclatante de l'inégalité économique et sociale d'un groupe important de citoyens canadiens, représentait une source d'embarras évidente à laquelle il fallait trouver une solution définitive. C'est pourquoi il devint rapidement une des priorités politiques du Gouvernement qui en profita pour mettre à l'épreuve sa nouvelle structure d'élaboration de politiques. Dans cet esprit de renouveau, Trudeau nommait en juin 1969 deux ministres aux Affaires indiennes: Jean Chrétien comme ministre en titre et Robert Andras comme ministre sans portefeuille. Les deux hommes ne firent jamais bon ménage, d'autant plus qu'Andras

se présentait publiquement comme le « ministre politique » (*policy minister*), alors que cette prérogative appartient généralement au ministre avec portefeuille. Les deux hommes prirent d'ailleurs des positions opposées en ce qui concerne le nouveau projet de politique indienne.

Dans la nouvelle façon de faire du Gouvernement, tout projet de politique devait faire l'objet de discussions approfondies à plusieurs niveaux différents : au ministère directement concerné, au cabinet du premier ministre, au bureau du conseil privé et dans un groupe de travail interministériel. Dans le cas qui nous intéresse ici, deux orientations idéologiques différentes se manifestèrent à travers ces instances : celle des « traditionalistes » et celle des « activistes ». L'orientation traditionnelle était associée à la vieille garde du ministère des Affaires indiennes qui prétendait connaître les besoins des Indiens mieux que les Indiens eux-mêmes et qui proposait seulement une réforme de la Loi sur les Indiens et de la structure administrative du Ministère. À l'opposé, les activistes épousaient les thèses libérales et voulaient apporter des changements radicaux aux conditions de vie des Indiens par l'abandon des rapports de tutelle du gouvernement fédéral et du statut spécial reconnu par la Loi sur les Indiens.

L'idéologie activiste prenait ses racines dans la notion de « démocratie participative » et s'était développée au début des années 60, surtout dans les centres urbains et dans les universités. Différents programmes fédéraux avaient été mis sur pied dans cet esprit de participation des citoyens au changement social : la Compagnie des jeunes canadiens, le programme Nouveau Départ, le programme ARDA, etc. La lutte contre la pauvreté et les disparités régionales étaient aussi à l'ordre du jour : le ministère des Affaires indiennes créait en 1964 un programme de développement communautaire sous la responsabilité de Walter Rudnicki. Ce programme fut rapidement mis en veilleuse par la vieille garde qui y voyait un encouragement à l'agitation sociale dans les réserves et une menace à son autorité. Rudnicki devait cependant devenir le leader du groupe des activistes.

Les activistes étaient aussi favorables à une participation des représentants politiques amérindiens aux discussions sur le projet de nouvelle politique. Ils se butèrent toutefois à l'opposition farouche des traditionalistes et tout le projet de politique fut élaboré non seulement en l'absence des Amérindiens, mais à leur insu et dans le secret, d'où le sous-titre choisi par Weaver, *the hidden agenda* ou l'agenda caché. Officiellement les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien tinrent certaines consultations avec les représentants amérindiens, mais sur un projet de réforme de la Loi sur les Indiens et non sur un projet de chambardement total de politique. Pourtant, la participation devait être la marque de commerce distinctive du gouvernement Trudeau. On ne tint pas davantage compte du rapport de la commission d'enquête Hawthorn (1966-67) que le Gouvernement avait lui-même créée quelques années auparavant pour enquêter sur les conditions sociales, économiques et scolaires des Indiens du Canada. On se méfiait, semble-t-il, des universitaires qui avaient collaboré dans la plus grande majorité à la préparation de ce rapport, dont Marc-Adélaïde Tremblay et moi-même.

Les résultats des nombreuses réunions et discussions tenues en cachette pendant un peu plus d'un an furent présentés sous forme d'un Livre blanc de 10 pages prônant l'idée d'une politique de non discrimination envers les Indiens fondée sur les éléments suivants : 1) l'abolition de la Loi sur les Indiens et son remplacement par une Loi sur les terres indiennes; 2) l'abolition du ministère des Affaires indiennes et le transfert aux provinces et à certaines agences fédérales des responsabilités et programmes concernant les Indiens; 3) l'abrogation des traités; 4) la non reconnaissance des titres aborigènes et la nomination d'un commissaire aux revendications indiennes; 5) la participation des groupes et associations amérindiens à la mise en place de la politique aux niveaux régional, provincial et national.

Comme l'écrit Weaver, le Livre blanc se voulait un reflet de l'idéologie libérale des dé-finis-seurs de la politique par son emphase sur l'égalité, l'individualisme et la liberté. Il reflétait encore plus particulièrement l'opposition viscérale du premier ministre Trudeau à toute forme de législation ou de statut spécial pour des groupes culturels spécifiques tels que les Canadiens-français ou les Indiens (p. 168).

Le contenu du Livre blanc, tout autant que la façon dont il fut préparé dans le secret, souleva l'opposition radicale de tous les groupes autochtones à travers le Canada. Il eut comme conséquence inattendue de créer un courant de solidarité sans précédent entre les nations indiennes. Mais il accrut aussi considérablement le niveau de méfiance des leaders politiques indiens envers les fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes et les politiciens fédéraux. Cette méfiance persiste encore aujourd'hui. Comme l'indique Weaver à la fin de son volume, ce cas est devenu un exemple frappant d'une erreur de stratégie politique.

Cependant, même si ce projet de politique d'abandon des responsabilités fédérales envers les Indiens semble officiellement avoir été rangé sur les tablettes, l'auteure se demande si l'idée n'en demeure pas moins bien vivante. Les programmes de prise en charge par les communautés de certaines responsabilités administratives et le transfert aux provinces d'une partie des responsabilités dans les domaines de l'éducation et des services sociaux laissent penser que le gouvernement fédéral se dégage progressivement de ses devoirs constitutionnels envers les Amérindiens avec la complicité des gouvernements provinciaux. Ainsi, tout récemment, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec signaient une entente concernant le développement économique des communautés amérindiennes, entente dénoncée par la section québécoise de l'Assemblée des premières nations. Les leaders amérindiens ne sont pas opposés en soi aux transferts de juridiction ou de programmes mais ils ne veulent pas que cela se fasse au-dessus de leur tête au profit des provinces; ils désirent plutôt en être les bénéficiaires pour en arriver à contrôler progressivement leurs propres affaires.

L'excellente analyse de Weaver de tous les événements qui ont entouré la préparation et la divulgation du Livre blanc de 1969 sur la politique indienne du gouvernement Trudeau démontre comment des idées, en soi très valables comme la participation, l'égalité et la non discrimination, n'ont pu passer la rampe politique en raison même de leur non application dans un processus concret de consultation des populations directement concernées. La série de discussions constitutionnelles sur les droits des Autochtones qui s'est terminée en avril dernier a toutefois contribué à modifier beaucoup de choses dans les rapports entre l'État canadien et les groupes autochtones. Malgré l'échec – temporaire selon moi – auquel elles ont abouti, les Autochtones du Canada n'en continueront pas moins leurs démarches incessantes pour obtenir ce que le processus de colonisation interne leur a enlevé : l'autonomie politique.

RÉFÉRENCES

HAWTHORN H.B. (rédacteur)

1966-67 *Étude sur les Indiens contemporains du Canada. Besoins et mesures d'ordre économique, politique et éducatif.* Ottawa: MAINC, 2 vol.

VINCENT S. et B. Arcand

1979 *L'image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec.* Montréal: Hurtubise HMH.